



Spécial "6 juin 2014"...

BLOIS

Un "douaniers en luttes" quelque peu exceptionnel qui retrace la continuité de la lutte de tous les douaniers, mais qui va se transformer en revue de presse car les actions du 6 juin ont eu un relais médiatique important... et nous conduirait à faire des répétitions... nous avons donc fait le choix de ce "mix"...

Mais tout d'abord, le SNAD CGT tient à féliciter tous les douaniers qui se sont investis pour cette mobilisation en passe d'être réussie. Dans le contexte difficile de maintenir un rapport de forces en vue de la quadripartite du 16 juin, les douaniers ont brillamment su mobiliser le personnel pour cette journée d'action. Le relais médiatique de cette journée servira de signal aux observateurs de Bercy pour leur témoigner que nous ne lâchons rien.

La lutte continue...

Mais commençons par un petit retour en arrière...

Pour la région Centre, cela aboutirait au mieux à un bureau unique à Orléans, au pire à Dijon. Si cela devait arriver, les agriculteurs et PME devraient se contenter d'une « hotline » et de procédures dématérialisées. Fini le travail de proximité, la relation de confiance, les conseils personnalisés. Seuls les plus gros, ceux qui ont les moyens de se payer un service administratif et juridique, peuvent s'en passer. D'autant que les grandes entreprises auraient elles droit à un service « premium » via la création d'un service des grands comptes qui leur sera pleinement dédié. Pour les autres... Qui peut croire que cela n'aurait aucun impact sur leur activité économique ?

Il est pour le moins surprenant que ce plan de restructuration ait été lancé par le candidat du Parti Socialiste au poste de commissaire européen Pierre Moscovici, ancien ministre de l'Économie et des Finances, et donc des douanes !

16 mai 2014

Où est l'Europe qui protège Monsieur Moscovici ?

Et pourtant, une telle déstructuration de l'administration des douanes a déjà eu lieu en Belgique où, faute de financements et de formation, les chiens de détection ne savent même plus distinguer la farine de la cocaïne ! Déjà, plus de 99,7 % des containers arrivant sur le territoire français ne sont jamais contrôlés. Las, une fois de plus la sacro-sainte concurrence « libre et non faussée » incluse dans les traités européens exige de se passer de ces étapes administratives. Il faut désormais « assurer plus vite et à moindre coût le dédouanement des marchandises », proposer « une gamme de services dématérialisés gratuits, adaptés aux besoins et aux

contraintes des opérateurs du commerce international » et s'appuyer « sur une démarche d'audit, de partenariats et des systèmes d'information pertinents », bref déréguler, se soumettre à la logique du libre-échange, renoncer à faire appliquer avec sérieux les normes sanitaires et environnementales. (suite page 2...)



rencontre avec les représentants de la CGT-Douanes et de Solidaires-Douanes à la maison des syndicats de Blois.

Comment ne pas y voir la préfiguration du Grand Marché Transatlantique ? Ce projet de traité entre l'Europe et les Etats Unis vise en effet le démantèlement des droits de douane restants, notamment dans l'agriculture, et surtout la suppression des « barrières non tarifaires » c'est-à-dire en clair toutes les normes sanitaires, sociales et environnementales dont les douaniers sont les garants et qui empêchent la compétition sans règle dont rêvent les multinationales des deux rives de l'Atlantique.

C'est pourquoi, pour lutter contre la disparition progressive de leurs missions et de leur administration, ce 17 mai les douaniers européens marchaient sur Bruxelles à l'appel de l'Union des personnels des Finances en Europe (UFE), union syndicale européenne des personnels des administrations fiscales et douanières de 400 000 adhérents dans 20 pays de l'Union Européenne. Et c'est pourquoi nous les soutenons et continuerons à les soutenir dans leurs missions de service public et d'intérêt général. Les normes sont là pour protéger notre santé, notre environnement, nos cultures. Les douaniers sont garants du respect de ces normes, protégeons nos douaniers !

Coup de semonce des douaniers sur le plan national de suppressions de postes

400 suppressions de postes par an en France, c'est ce que redoutent les douaniers français. Ce vendredi, une journée d'action était organisée pour alerter l'opinion publique.

Jeudi 5 juin, les douaniers français ont permis une saisie record de 2 tonnes de khat (drogue issue d'une plante) dans un van qui allait embarquer dans le tunnel sous la Manche, le même jour un douanier était délibérément renversé par une voiture lors d'un contrôle routier dans l'Oise.

Il y a une semaine, les douaniers marseillais permettaient grâce à leur sang-froid et perspicacité d'interpeller M. Nemmouche suspecté de l'assassinat terroriste de 4 personnes au musée juif de Bruxelles.

Les douaniers sont dans l'actualité pour leur action contre les trafics et leur travail de terrain. Ils craignent que l'application du projet stratégique douanier ne se traduise avant tout par des réductions d'effectif. Au Havre, ils ont manifesté vendredi.

Une soixantaine de douaniers de Dunkerque ont symboliquement déconnecté ce lundi de nombreux ordinateurs de la direction régionale des douanes pour protester contre les suppressions de postes dans leur administration, a constaté un correspondant de l'AFP.

Les douaniers, une soixantaine sur les 140 qui travaillent à Dunkerque, ont voté cette action lors d'une intersyndicale CFDT, CGT, Unsa, Solidaires et USD-FO, pour dénoncer les réorganisations et suppressions d'emplois prévues dans le plan stratégique à horizon 2018 de leur administration.

«Le gouvernement a mis en place un plan pour démanteler la douane»

Après l'intersyndicale, les douaniers en colère ont déconnecté des ordinateurs dans un premier bâtiment avant de se diriger, non loin de là, vers les locaux de la direction régionale où se tenait une réunion des chefs de service, pour y déconnecter d'autres postes de travail.

«Aujourd'hui, le gouvernement a mis en place un plan pour démanteler la douane. On va anticiper ce plan, rentrer dans tous les services, déconnecter les ordinateurs et symboliquement aller dans le conseil de direction remettre les connections internet, les câbles informatiques, de tous les services qui d'ici 2018 vont fermer», a déclaré David-Olivier Caron, secrétaire national de la CFDT-Douanes.

«C'est le citoyen qui n'est plus protégé»

«La douane de demain, la douane de 2018, c'est à la direction régionale de Dunkerque 200, 300 emplois en moins (sur 650, ndlr). Derrière, c'est le citoyen qui n'est plus protégé», a assuré David-Olivier Caron.

«Vraisemblablement, nous poursuivrons encore les diminutions d'effectifs pendant quelque temps. Néanmoins, je pense qu'aujourd'hui, pour les services dunkerquois, contrairement à ce qu'ont pu annoncer les organisations syndicales, il y a de l'avenir», a réagi Stéphane Mage, directeur régional des douanes de Dunkerque.

Les 650 fonctionnaires de la direction des douanes de Dunkerque sont répartis entre le Pas-de-Calais, Dunkerque et le tunnel sous la Manche. L'Hexagone compte quelque 16.500 douaniers.



Les douaniers nous protègent, protégeons nos douaniers !

Commençons par mettre fin aux idées reçues : non, les douaniers ne sont pas de petits hommes bleus en képi derrière leur barrière aux postes frontières. Les douaniers sont les garants de nos normes et appellations contrôlées. 16662 agents des douanes sont aujourd'hui répartis partout sur le territoire français. Des femmes et des hommes qui assurent un service essentiel de proximité à travers un maillage de 200 bureaux de douanes et 270 unités de surveillance, terrestres et aéronavales. Perception des droits de douanes et de la TVA, mais aussi conseils gratuits auprès des PME et des viticulteurs sur les taxes et règlements commerciaux, contrôle des marchandises, vérification de l'application des normes sanitaires et environnementales, lutte contre les trafics et la fraude fiscale : les douaniers sont un rouage essentiel pour la mise en œuvre d'une politique écosocialiste dans notre pays. Comment relocaliser l'activité et mettre en place un protectionnisme solidaire, avec une taxe kilométrique sur les marchandises, des critères sociaux et environnementaux aux frontières de l'Europe, comment taxer les marchandises les plus polluantes, sans une administration des douanes performante ?

C'est pourquoi nous nous opposons à cette aberration comptable qui porte le nom de « Plan Stratégique Douanes 2018 ». Comme toujours, pour les projets gouvernementaux de coupes budgétaires et de réduction d'effectifs, l'emballage est joli : « Notre ambition est claire : conforter la douane comme administration de référence pour la protection de notre territoire, de nos concitoyens et de nos entreprises et pour la régulation des échanges, afin de répondre aux grands enjeux et défis qui nous attendent dans les années à venir. » C'est beau comme du Pierre Gattaz !



Mais qu'en est-il en réalité au-delà des intentions affichées ? Il s'agit d'abord de supprimer 400 postes par an pour arriver, à l'horizon 2018, au chiffre de 14 000 agents des douanes. Rappelons que ces derniers étaient encore 22 500 en 1993 : ils auront perdu un tiers de leurs effectifs en 25 ans. Et cela alors qu'ils ont fait entrer 17,3 % des recettes de l'Etat en 2013 (68,23 milliards d'euros) avec un ratio de 45 centimes d'euro dépensés pour percevoir 100 euros de recettes ! La manie gestionnaire de Manuel Valls et son obsession pour les chiffres de la fonction publique devrait l'inciter à se pencher sur cet aspect. « Plan stratégique Douanes 2018 » implique également de supprimer les bureaux de douanes départementaux pour les regrouper au niveau régional, voire interrégional.



Les douaniers du Léman font la grève du zèle entre Suisse et Haute-Savoie

L'opération "Jour le plus long" lancée en ce vendredi 6 juin par les douaniers du Léman, n'a pas perturbé outre mesure la circulation à hauteur des postes douaniers entre Haute-Savoie et Suisse. Une grève du zèle menée en grande partie dans le sens Suisse-France.

Une fouille minutieuse de chaque voiture qui passera la frontière, voilà ce que les douaniers du Léman promettaient en cette journée d'action. Les frontaliers ont alors imaginé le pire: des bouchons aux points de passage. Finalement, cette grève du zèle s'est opérée dans le sens Suisse-France en matinée. Du coup, les travailleurs qui allaient en territoire helvète n'ont pas été 'impactés'. En revanche, vers 17 heures, les contrôles se sont montrés plus pressants, dans le même sens, ce qui a engendré quelques ralentissements.

La colère des douaniers est dictée par les suppressions d'emploi dans la profession. Ils étaient 900 sur le Léman en 2000, ils sont aujourd'hui 400 et s'imaginent à 200, seulement, en 2018. Les actions de blocage étaient accompagnées de distribution de tracts "Douaniers supprimés = Citoyens en danger".

alpes



Bassin genevois: les douaniers français font la grève du zèle

Les syndicats de douaniers français appellent à une grève du zèle dans le bassin genevois à la frontière franco-suisse, destinée à dénoncer les suppressions de postes subies par la profession.

«Le Jour le plus long»: tel est le nom de la grève du zèle que les douaniers français entendent mener dans le bassin genevois, pour protester contre des suppressions de postes.

«On va faire une application stricte des règlements à l'entrée en France. Les douaniers vont contrôler tous les véhicules et leur poser les questions réglementaires: avez-vous des marchandises à déclarer? Avez-vous des sommes, titres ou valeurs supérieurs à 10'000 euros», a expliqué Alain Court, du syndicat FO Douanes.

Le mouvement s'inscrit dans le cadre d'une journée d'action nationale lancée à l'appel des syndicats CGT, Solidaires, Unsa et FO.

Les douaniers commenceront leur grève du zèle vendredi après-midi, au moment où les travailleurs frontaliers regagnent leur domicile en France, ce qui pourrait provoquer de fortes perturbations du côté suisse de la frontière.

«Pour que le gouvernement arrête de nous taper dessus»

«C'est pas notre habitude d'emmerder les gens mais on a fait des grèves, des manifestations et on n'a jamais été entendu. On ne sait plus ce qu'il faut faire pour que le gouvernement arrête de nous taper dessus», a expliqué Alain Court.



Selon le syndicaliste, 400 emplois de douaniers sont supprimés chaque année et le nombre de fonctionnaires des douanes pourrait passer de 16'800 en 2013 à 13'000 ou 14'000 en 2018.

«On arrive au bout, c'est le ras-le-bol général qui prévaut dans la profession», a lancé Alain Court, en mettant en avant l'utilité du métier de douanier en terme de lutte contre les stupéfiants et contre la contrefaçon.

En temps normal, les douaniers effectuent des contrôles ciblés sur les véhicules venant de Suisse. La Suisse est membre de l'espace Schengen de libre circulation des personnes



MARSEILLE

colère et inquiétude chez les douaniers - Le gouvernement prévoit une baisse des effectifs

Les représentants des syndicats et employés ont été reçus par le directeur interrégional, Jean-Louis Moret.

Les syndicats se sont réunis devant la direction interrégionale des douanes pour manifester contre le plan stratégique demandé par le ministère de l'Economie et des Finances. Ce dernier prévoit la suppression de 300 postes de douaniers par an sur le plan national, soit une trentaine en région Provence Alpes-Côtes d'Azur.

"Avec cette baisse d'effectifs, c'est clairement nos missions de sûreté qui ne seront plus assurées correctement, s'indigne Bernard Perret, représentant du syndicat des Solidaires (USS), on ne sera plus assez nombreux pour bien faire notre travail !" Les représentants des syndicats et employés ont été reçus par le directeur interrégional, Jean-Louis Moret, pendant près de deux heures. À l'issue de la discussion, la direction a promis de geler toute action jusqu'aux prochaines négociations avec Michel Sapin, le ministre lui-même le 16 juin prochain à Bercy.

"Une pénurie de moyens au quotidien"

"C'est une petite victoire pour nous, mais il est clair que



jusqu'à cette date nous continuerons de mettre la pression pour nous faire entendre", proteste Frédéric Michel, du syndicat Force Ouvrière. Avec 250 emplois déjà supprimés au cours des cinq dernières années, les douaniers marseillais s'inquiètent pour l'avenir de leur profession. Tous demandent l'arrêt des suppressions d'emplois et espèrent des garanties de la part du ministre à Bercy, comme le reclassement des agents et la reprise des négociations pour l'évolution des services.

"Nous vivons une pénurie de moyens au quotidien déjà, nous infliger une baisse du nombre des fonctionnaires va nous mener à une catastrophe !", s'insurge Laurent Devla-minck, représentant CGT. De son côté, Jean-Louis Moret s'est dit satisfait de l'entrevue qui s'est déroulée dans le calme. "Si un allègement de l'effectif doit être opéré, il sera fait, mais il faut simplement que nous tâchions de maintenir la qualité opérationnelle de nos équipes", a-t-il déclaré.



EAUZE



Saint-Gingolph : les douaniers bloquent les automobilistes à la frontière



Comme annoncé dans le cadre de leur opération "Le jour le plus long", les douaniers bloquent les automobilistes depuis 17h à la frontière de Saint-Gingolph afin de protester contre le projet "Douanes 2018" qui prévoit des regroupements de douanes.

"Aujourd'hui, nous voulons marquer le coup car nous devons rencontrer prochainement le gouvernement, explique Joël Lhermite, contrôleur principal. Ce que nous souhaitons, c'est être associés au projet car nous avons des missions qui doivent être préservées". "Nous sommes inquiets pour notre avenir, poursuit le douanier. Avec cette action, on veut faire savoir que l'on existe. On ne veut pas embêter les gens, juste les informer". Les cinq douaniers présents à la frontière arrêtent ainsi tous les automobilistes afin de leur remettre un tract. "J'en ai ras-le-bol, s'exclame Olivier qui patiente depuis plus de trois quarts d'heure au volant de sa voiture. Je comprends leur protestation mais avec la disparition des frontières, c'est logique qu'il y ait moins de douaniers." "C'est tous les soirs la même chose, déplore de son côté Cyril. C'est vrai que c'est embêtant mais s'ils ne prennent pas les gens en otage, ils n'obtiennent rien".

NICE

« Depuis 2012, nous perdons un poste par jour »

« Quand je suis rentré aux douanes en 1993 nous étions 22000. En 2018, il est prévu que nous ne soyons plus que 15000. C'est simple, depuis 2012, nous perdons un poste par jour », déplore Nicolas Cersosimo. Hier, cet agent de la division des douanes d'Avignon, porte-parole CFDT, était mobilisé comme tous ses collègues pour la journée "morte". Ils étaient tous réunis aux bureaux des opérations commerciales des douanes dans la zone de Courtine à Avignon. « On dénonce le démantèlement du service par notre propre direction générale », pointe Pierre-Henri Loiseau, au nom de FO.

Ce mouvement s'inscrit dans une mobilisation à l'échelle nationale. Pendant 24 heures, les agents ont levé le pied. « Nous sommes contre le "PSD" (projet stratégique douanier). À terme, les douaniers vont disparaître du paysage », craint Nicolas Cersosimo. « On ne nous donne pas les moyens de travailler correctement. On va perdre notre efficacité », ajoute Mustapha Mouradi, agent des douanes et représentant de la CGT.

Dans le Vaucluse, le bureau des opérations commerciales devrait être victime de la mutualisation des services. « On va nous fermer notre bureau qui gère les opérations sur le tabac. Ce qui va pousser les buralistes à se rendre à Aix-en-Provence, confie Véronique, du syndicat UNSA. Si l'on se bat, c'est aussi pour défendre un service public ».

La Provence



AVIGNON

Barrages filtrants au poste frontière de Porta : les douaniers sont en grève

Environ un millier de douaniers venus de tout le grand sud-ouest sont rassemblés ce vendredi à la frontière entre la France et Andorre. Il s'agit d'une grève nationale pour dénoncer les suppressions de postes et leurs conditions de travail qui se dégradent.



Plus qu'un symbole, le poste frontière de Porta est un point très sensible: c'est la seule frontière entre la France et un Etat qui ne fait pas partie de l'Europe. La principauté d'Andorre reste un paradis fiscal. Les douaniers sont particulièrement vigilants au transport de grosses sommes d'argent.

Outre cette mission, ils contrôlent les automobilistes qui transportent toute sorte de marchandises, tabac, alcool, médicaments, contrefaçons. Leur tâche est de plus en plus importante, alors que les effectifs ne cessent de baisser. En France, depuis 10 ans, 400 postes de douaniers sont supprimés chaque année. De 20.000 douaniers en 2004, ils ne seront plus que 15.000 en 2018, alors qu'on les presse pour effectuer de plus en plus de contrôles.

Didier Marcaillou est douanier au poste de Porta. Il estime que ses conditions de travail se dégradent chaque année de plus en plus.

La douane, un service en pleine dérive, estime aujourd'hui l'intersyndicale.

"Ce 6 juin est un jour de reconquête pour les douaniers".

C'est ce qu'on peut lire sur un tract qu'ils ont distribué ce vendredi matin aux automobilistes. Environ un millier de douaniers venus d'Agen, de Carcassonne, Narbonne, Foix, mais aussi Perpignan ont organisé un barrage filtrant au poste frontière de Porta. Ils expliquent aux automobilistes dans quelles conditions ils doivent effectuer leurs missions.

Les douaniers réclament un moratoire. Ils seront reçus par le ministère des finances le 16 juin.



Les douaniers manifestent contre les suppressions de postes

80 douaniers venus des régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon ont manifesté contre les suppressions de postes, ce vendredi, au Pas-de-la-Case, à la frontière andorrane.

Barrage filtrant et distribution de tracts, les douaniers ont manifesté ce vendredi matin, au Pas-de-la-Case, dans les Pyrénées-Orientales, à la frontière entre la France et l'Andorre.

Venus des régions : Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, ils dénoncent les suppressions de postes qui touchent la profession, plus de 3.000 au cours des 10 dernières années.

Des douaniers qui estiment en parallèle que la fraude fiscale s'est aggravée au cours de la même période et que 99% des marchandises importées en France ne sont pas contrôlées. Une situation qui favorise l'écoulement des contrefaçons.



Face à la multiplicité des tâches qui incombent aux services des douanes, les agents de l'Etat demandent par ailleurs l'arrêt du projet de suppressions de postes qui devrait encore concerner 1.200 emplois dans les trois années à venir.

A Paris, suite à intervention en tribune lors de l'AG annuelle de la Mutuelle des douanes et de l'ODOD, l'action s'est poursuivie par la pose de banderoles sur la façade de la DI et une manifestation devant les locaux de la DI et de la DR.

A la suite de cette grande journée nationale d'action du 20 mars, le ministre Michel Sapin avait annoncé qu'il recevrait les représentants syndicaux le 16 juin. Il s'agit de la première réunion « quadripartite » (Ministère, Direction des douanes, fédérations syndicales du Ministère, syndicats douaniers) sur la problématique des missions douanières et donc du PSD. Les débats semblent mal engagés lorsque l'on apprend que, suite à la fermeture du bureau de Douane de Melun, une partie des collègues ne pourra peut-être pas rester dans le Ministère alors même que l'engagement avait été pris par la DG.

Cette action du 6 juin démontre une fois de plus la capacité de mobilisation des agents et des militants du SNAD CGT pour un service public douanier d'utilité économique, sociale et environnementale. L'avenir est entre nos mains, il est indispensable de démontrer tous ensemble, dans l'unité, notre détermination !

SERVICE PUBLIC DOUANIER EN DANGER

Le DI des douanes vend sa charge

Le 6 juin, une nouvelle mobilisation à PARIS, comme partout en France !

Depuis plus de 18 mois, la mobilisation collective avec toutes les organisations syndicales confondues se construit pour refuser la casse du service public douanier affiché dans le PSD. Le Ministère et la Direction Générale ont pu largement mesurer le rejet massif et argumenté de leur PSD et la détermination des douaniers. Il est plus que jamais temps de maintenir et d'élever la mobilisation face aux enfumages de la DG. C'est le message adressé par les milliers de grévistes et de manifestants massés devant Bercy le 20 mars dernier. De même, le 6 juin 2014, jour où la Direction Générale avait prévu de réunir ses directeurs à l'École Nationale des Brigades des Douanes de la Rochelle, les initiatives locales, à Paris comme partout en France, ont entraîné l'annulation de cette grande messe autour du PSD. Nous pensons surtout que, du fait des décisions ministérielles à venir à partir du 10 juin, la Directrice générale n'avait rien de précis à annoncer à ses directeurs ni sur un abandon ni sur un maintien (éventuellement déguisé) du PSD.

